

Game of Thrones en l'Etat espagnol : abdication royale et processus constitutants

mardi 3 juin 2014, par [ANTENTAS Josep Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juin 2014).

Les choses deviennent sérieuses. La crise politique, nourrie par trois années de révolte sociale face aux politiques d'austérité et par l'émergence du processus indépendantiste catalan, s'est transformée en une véritable crise de régime. La couronne, le pouvoir judiciaire et le bipartisme sont tous frappés par des niveaux de désaffection sans précédent. Les récentes élections du 25 mai ont été la première traduction électorale de cette dynamique de crise politique généralisée. Elles ont marqué le commencement de la fin du bipartisme et signifié l'irruption de ce qui est en passe de devenir un cauchemar politique croissant pour le système des partis dominants : « Podemos ».

Le navire de la Transition [1] n'est plus qu'un véritable « Hispanic ». Il prend l'eau de toute part et navigue dans des eaux pleines d'écueils et d'icebergs. Il semble qu'il n'y a pas de capitaine sur la passerelle et son équipage n'a pas les capacités suffisantes pour surmonter tous les obstacles qui se dressent devant lui. Mais ils vont tenter une manœuvre désespérée pour redresser le cap et il ne faut pas les sous estimer. Ils ont encore des marges. Dépourvus de légitimité, ils disposent néanmoins du contrôle de tous les ressorts du pouvoir économique, institutionnel et médiatique. L'ensemble des passagers sera-t-il capable d'organiser une mutinerie à bord et de prendre la barre du navire pour le refondre complètement ? Telle est la question.

Les louanges ubuesques qui pleuvent de toutes parts sur l'œuvre historique d'un roi discrédité et sur la préparation et la solidité de Felipe ne sont rien d'autre que des tentatives grossières de conjurer le spectre d'un changement réel. La transition de Juan Carlos I^{er} à Felipe est un exercice de ravalement de façade politique. Une opération de maquillage politique destinée à insuffler de l'oxygène à un régime aux abois. L'abdication du roi s'inscrit, en toute probabilité, dans une opération de plus grande portée pour tenter de reconstruire la légitimité du régime avec des réformes (constitutionnelles) insignifiantes, mais qui peuvent lui apporter un bol d'air.

Sauver le régime actuel implique de désamorcer d'une manière ou d'une autre le processus catalan et maintenir à tout prix le bipartisme du « PPSOE ». Sauver le PSOE de son naufrage est, en particulier, d'une importance vitale pour préserver l'ordre. S'il ne se redresse pas, la montée de « Podemos » sera imparable. Un cauchemar pour ceux d'en haut, mais un rêve incroyable et inespéré pour ceux d'en bas. Les deux principaux partis traditionnels étant tout autant affaiblis, c'est le spectre d'une grande coalition destinée à garantir la stabilité du pouvoir qui surgit à l'horizon. Mais il s'agit là d'une dernière carte qui ne fera qu'élargir leur crise, un ultime recours avant une issue autoritaire (dont la concrétisation peut prendre de multiples formes) ou d'une victoire d'une majorité politique démocratique et adverse à l'austérité. De là découle la nécessité pour eux de faire bouger les choses afin de récupérer une légitimité perdue.

C'est pour ces raisons qu'il faut une riposte sociale aussi rapide qu'unitaire et aussi audacieuse que concrète. Un référendum sur la monarchie ou la république ne suffit pas. Ce n'est pas seulement la forme de l'Etat qui est en jeu. C'est tout un système politique et social qui doit être changé. Pour cela, l'ouverture d'une dynamique constituante doit être maintenant la revendication élémentaire. Et, dans ce cadre, la question clé est celle de l'articulation des aspirations démocratiques du peuple espagnol avec celles des peuples catalan, basque et galicien.

Il faut éviter une double erreur symétrique. D'une part, celle de poser, à partir du centre du pays et en termes uniquement « espagnols », la formule d'un « processus constituant » au singulier, ou la revendication d'une III^e République espagnole comme issue à la situation actuelle. Cela n'offre pas une réponse satisfaisante au processus national catalan et ne permet pas d'exploiter toutes les brèches ouvertes pour parvenir à une rupture définitive face à une seconde restauration de la dynastie des Bourbons, qui lutte pour sa survie. D'autre part, l'image inversée de cette perspective consiste, en Catalogne, à se désintéresser de la crise du régime espagnol et à se limiter à une simple accumulation des forces catalanes en faveur de l'indépendance. Cela ne permettrait pas de tirer profit des opportunités que la crise politique générale du régime ouvre pour le processus catalan, ni d'utiliser ce dernier pour asséner à ce régime un coup fatidique. En outre, nous serions poussés en Catalogne dans une logique d'unité patriotique sous l'hégémonie, même branlante, de CiU [2] dans laquelle les droits sociaux s'évaporerait avec la promesse qu'ils arriveront plus tard, dans un futur imaginaire. Il s'agit, au contraire, de revendiquer la perspective de processus constituants, nationaux, indépendants, coordonnés et s'alimentant réciproquement pour s'épauler et se renforcer dans leur recherche commune d'un nouvel ordre démocratique, juste et solidaire.

Il y a très peu de temps, nous n'aurions jamais pu imaginer ce qui se passe devant nos yeux. Pour le meilleur et pour le pire. Jamais nous n'aurions pu imaginer l'impact brutal de la crise sociale, de la violence des incessantes expulsions de logement et du chômage massif, de la crise des mécanismes de représentation politique démocratique, vidés de l'intérieur par la pompe de l'austérité et des intérêts financiers. Mais nous n'avons pas non plus entrevus la perte de légitimité galopante du système politique, le discrédit des banques, l'immense prise de conscience citoyenne (contradictoire, mais réelle) sur la véritable nature du modèle politique et économique.

La crise politique nous oblige sans rémission à penser de manière stratégique. Et à le faire rapidement. Les opportunités politiques ne s'offrent pas gratuitement et ne se répètent souvent pas deux fois. Le philosophe Daniel Bensaïd disait que la politique est l'« art stratégique de la conjoncture et du moment propice ». C'est l'art de savoir tirer profit de ces rares moments de l'histoire où le sol s'ouvre sous nos pieds en montrant un abîme qui peut être aussi obscur que resplendissant, où l'échelle de Richter sociale bouleverse le système politique avec une force sismique inédite. La crise politique et institutionnelle ne sera pas toujours là, tôt ou tard elle se refermera dans un sens ou dans l'autre. Être à la hauteur de circonstances qui nous dépassent est le grand défi fondamental à relever pour ceux qui poursuivent l'objectif de la justice sociale.

Il s'agit maintenant de penser en grand. De penser à ce que nous savons faire très mal, à ce qui a presque toujours été hors de notre portée : à savoir gagner. Autrement dit, d'articuler une majorité sociale et politique opposée aux politiques d'austérité et favorable à l'ouverture de processus constituants démocratiques à partir d'en bas. Les brèches dans le mur de l'édifice du régime de la Transition sont en train de s'agrandir. Il faut mettre le pied pour éviter que la porte ne se ferme à nouveau. Avec fermeté et courage. Ce n'est pas le moment d'être des spectateurs passifs face à la crise politique. Ni de se contenter d'être une minorité sans incidence politique réelle sur les événements. Ne pas oser lutter pour le (l'im)possible serait une erreur fatale. Faire comme d'habitude, poursuivre les plaisantes routines des différentes organisations et forces également. Agir de manière timorée et tatillonne et se contenter de son propre jardin, encore plus.

Jamais dans le passé récent autant de dangers ne nous avaient guettés. Et jamais autant d'opportunités ne s'étaient ouvertes. Telle est la contradiction intrinsèquement déchirante du moment politique actuel et de notre « Game of Thrones » particulier. Tout ou rien. C'est une lutte à mort qui est ouverte et les deux dénouements sont possibles. En route vers l'abîme, il n'est pas encore clair qui tombera dans le précipice. Ce sera eux ou nous. Leur démocratie ou la nôtre.

Josep Maria Antentas

P.-S.

* Source : <http://www.anticapitalistas.org/spip.php?article29752>

* Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera

* Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB) et membre de Revolta Global/Izquierda Anticapitalista.

Notes

[1] La Transition est le nom donné au processus politique qui a suivi la mort de Franco et qui a culminé dans la Constitution de 1978.

[2] Convergence et Union, parti nationaliste de droite, au pouvoir en Catalogne, NdT